

La loi de santé : des avancées...à concrétiser !

Les député-es ont voté en première lecture le projet de loi santé présenté par Marisol Touraine. Cette loi contient de réelles avancées, et inscrit l'égalité femmes hommes dans les objectifs de santé.

Dans un contexte français où les inégalités sociales de santé s'accroissent, elle doit s'accompagner d'un renforcement de la prévention, notamment en matière de santé sexuelle.

L'amélioration de l'accès aux soins pour toutes et tous contribue à la lutte contre ces inégalités qui touchent particulièrement les femmes. La généralisation du tiers payant est une mesure incontournable pour lutter contre le renoncement aux soins.

Plusieurs mesures vont permettre d'améliorer le parcours des femmes en matière de contraception et d'IVG:

- Suppression du délai de réflexion, qui renforce leur légitimité à décider pour elles-mêmes. Enfin, elles sont reconnues capables de réfléchir le temps qui leur est nécessaire ! 2 jours, 7 jours, 15 jours ... !
- Accès à la contraception d'urgence dans toutes les infirmeries scolaires sans autorisation parentale
- Elargissement des compétences des sages-femmes à la pratique de l'IVGm
- Et, pour la première fois, inscription d'un droit opposable : le droit à l'information sur tous les moyens de contraception et sur toutes les méthodes d'avortement.

Cette reconnaissance de l'autonomie des femmes et de leur légitimité à choisir d'interrompre une grossesse non voulue, celle des jeunes à accéder à la santé sexuelle sans autorisation parentale va lever certains obstacles et favoriser les démarches autonomes de chacun-e pour exercer ces droits. Pour autant l'âge plancher éliminera des dispositifs les moins de 15 ans, peu nombreux, qui effectuent des démarches autonomes en matière de prévention et de soins en santé sexuelle.

L'enjeu est maintenant de mettre en place les conditions pour accéder aux informations, aux services et aux soins, sur tous les territoires, dans de bonnes conditions d'accueil et d'accompagnement et dans la proximité. Il s'agit de mettre en œuvre la loi avec des professionnel-les formé-es, et en s'appuyant sur toutes les ressources du territoire, dans une approche globale et positive de la sexualité qui facilite réellement le parcours de prévention et de soins en matière de santé sexuelle.

Et de faire appliquer la loi, toute la loi, avec les moyens nécessaires !

Reste à lever la « double clause de conscience » pour faire de l'IVG un acte médical comme un autre, et à affronter la question posée par toutes les femmes qui ne trouvent pas de réponse à une demande d'IVG en France.

Les centres de planifications, les établissements d'information, les professionnelles et les bénévoles, tout.e.s les militant.e.s du Planning Familial continueront de poursuivre cet objectif.

Contacts : Martine Leroy # 06 77 60 15 16 – Véronique Schier # 06 86 65 25 19

